



Genève, avril 2014

Chers collègues de DEI,

J'espère que tout se passe bien dans vos pays respectifs. Je vous écris pour vous rendre compte de la 25ème session du Conseil des droits de l'Homme (HRC-25) qui vient de s'achever (elle a eu lieu du 3 au 28 Mars), ainsi que d'autres activités (entre autres la session du Comité des droits de l'enfant et du Comité des droits de l'Homme).

Je vous prie de noter que tous les documents de CDH -25 sont disponibles (en anglais, français, espagnol et arabe) à l'adresse suivante: <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session25/Pages/Documentation.aspx>

### ● **JUSTICE**

La Journée annuelle sur les droits de l'enfant (ADRC) a eu lieu le 13 Mars et a été consacrée au thème de l'«accès à la justice». Mr. Tom Julius Beah de DEI - Sierra Leone a participé à la table ronde aux côtés, notamment, du représentant de l'Office du Haut Commissaire aux droits de l'Homme (HCDH), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Comité sur les droits de l'enfant (CRC) et de la Réforme Pénale Internationale (PRI).

A la fin de la session, le Conseil a adopté une résolution sur l'accès à la justice pour les enfants appelant les États à prendre des mesures pour éliminer les obstacles possibles à l'accès des enfants à la justice. La résolution annuelle a également défini le thème de la Journée annuelle de l'an prochain : «vers un meilleur investissement dans les droits de l'enfant».

Voir notre communiqué de presse pour plus de détails :

[https://www.defenceforchildren.org/images/stories/Press%20Release\\_AnnualFullDayMeeting\\_FINAL.pdf](https://www.defenceforchildren.org/images/stories/Press%20Release_AnnualFullDayMeeting_FINAL.pdf)

### ● **Etude mondiale sur les enfants privés de libertés**

Le 13 Mars est également la date à laquelle a été lancé officiellement l'appel à une étude mondiale sur les enfants privés de liberté. DEI a lancé cet appel avec le soutien du Comité sur les droits de l'enfant, du RSSG sur la violence contre les enfants, de nombreuses ONG et des États de l'Autriche, de l'Ethiopie, du Qatar et de l'Uruguay. L'événement a également marqué l'inauguration du site officiel : <http://www.childrendeprivedofliberty.info/>

Soyez sûr de faire connaître cette initiative au sein de votre pays et des réseaux spécifiques : nous avons besoin d'un appui solide pour que l'Assemblée générale des Nations Unies demande officiellement que cette étude soit effectuée. Nous préparons actuellement une édition spéciale du Bulletin DEI que nous partagerons avec vous bientôt.

### ● **VIOLENCE**

Le rapport annuel (A/HRC/25/47) du Représentant spécial du Secrétaire général pour la violence contre les enfants (RSSG / VAC) a été présenté, en soulignant les avantages des programmes de justice réparatrice. Une résolution sur la violence contre les enfants a également été adoptée, appelant à une discussion de groupe (CDH-27, Septembre 2014) sur les voies et moyens d'accélérer les efforts mondiaux pour mettre fin à la violence contre les enfants.



DEFENSA DE NIÑAS Y NIÑOS INTERNACIONAL DNI  
DEFENSE DES ENFANTS INTERNATIONALE DEI  
DEFENCE FOR CHILDREN INTERNATIONAL DCI  
*the worldwide movement for children's rights*

DEI, dans le cadre du Groupe de travail sur les enfants et la violence - GT / CAV et le Conseil international des ONG sur la violence contre les enfants - Inco (<http://www.crin.org/en/library/organisations/international-ngo-council-violence-against-children>), a eu la chance de rencontrer, en privé, le RSSG / VAC pour discuter de ses

activités. Le rapport sur la «Création d'un système de justice pour mineurs non-violent» a été lancé à New York en octobre dernier. Des lancements régionaux en Amérique latine sont prévus dans les mois à venir, probablement lancés en Novembre lors d'un Congrès pour célébrer la CRC. Le rapport est disponible en ligne ([http://www.crin.org/docs/InCo\\_Report\\_2013.pdf](http://www.crin.org/docs/InCo_Report_2013.pdf)) et est en cours de traduction en français et en espagnol.

Le RSSG a discuté de l'urgente nécessité d'influencer l'agenda post-2015 de l'Assemblée générale des Nations Unies (AG) de manière à encourager l'inclusion de la violence contre les enfants parmi ses thèmes prioritaires.

Le RSSG / VAC a également informé que, pour l'avenir, sa priorité sera portée sur la violence armée et les gangs. Elle contribue actuellement au rapport sur le même thème de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) qui devrait être publié prochainement. Son prochain rapport à l'Assemblée générale portera sur le thème des médias et des enfants (coïncidant ainsi avec le thème de cette année pour la Journée de débat général du Comité sur les droits de l'enfant, qui aura lieu le 12 Septembre).

Le Rapporteur spécial sur la torture a également présenté son rapport annuel (A/HRC/25/60), en mettant l'accent sur la règle d'exclusion dans les procédures judiciaires et la responsabilité des États. En addition, lors du CDH-25, une table ronde de haut niveau sur la question de la peine de mort (05 Mars) a reconnu que la peine de mort était une injustice et une violation des droits de l'Homme. Par ailleurs, elle a reconnu que les États doivent agir rapidement pour abolir cette pratique.

Un résumé (A/HRC/25/33) de la table ronde sur les droits humains des enfants de parents condamnés à la peine de mort ou exécutés de la Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme a également été présenté.

Le Rapporteur spécial (RS) sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, Mme Najat M'jid Maala, a présenté son rapport annuel- et dernier de son mandat- (A/HRC/25/48). Le rapport reconnaît que la protection des enfants dans le monde reste insuffisante et que la législation doit être rendue plus efficace, en prenant en compte les nouveaux défis qu'apporte la globalisation au monde dans lequel nous vivons. Le SR a également déclaré que le programme post-2015 devrait prendre en compte le développement économique ainsi que sa relation avec les enfants.

Notez que le prochain Rapporteur spécial sur la vente d'enfants doit être nommé en avril (les élections ayant été reportées).

- **CONFLITS ARMES**

Le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG / CAAC) a présenté son rapport (A/HRC/25/46) faisant mention spécifique de la nécessité pour les forces armées et les groupes armés de cesser l'utilisation militaire des écoles, étant donné que « l'accès à



DEFENSA DE NIÑAS Y NIÑOS INTERNACIONAL DNI  
DEFENSE DES ENFANTS INTERNACIONAL DEI  
DEFENCE FOR CHILDREN INTERNATIONAL DCI  
*the worldwide movement for children's rights*

l'éducation n'est pas seulement un droit fondamental, il est aussi la clé pour le développement et la paix ».

DEI-SI, en tant qu' (désormais ex-) animateur du groupe de travail sur les enfants et la violence (GT / CAV), a organisé une réunion privée du Groupe de réflexion sur la CAAC avec le RSSG pour discuter des plans de son mandat, du lancement de sa campagne (pas d'enfants dans les forces armées d'ici 2016) et des attentes de la communauté des ONG.

Un événement parallèle a été organisé par DEI et War Child Holland (WCH) concernant les « enfants touchés par les conflits armés : l'étendue de la protection de l'enfance d'urgence en Syrie ». Le principal objectif de l'événement était de dresser un tableau complet des besoins et des risques de protection des enfants touchés par le conflit en cours en Syrie ; d'identifier les défis, les opportunités et les stratégies pour l'amélioration de la situation humanitaire en Syrie à la lumière de l'adoption de la résolution 2139 (2014) du Conseil de sécurité à court et moyen terme ; mettre en évidence des recommandations spécifiques pour l'application du droit humanitaire et des droits humains internationaux concernant les enfants, en particulier la Convention relative aux droits de l'enfant dans le contexte syrien spécifique ; et discuter de la façon de répondre aux lacunes dans les réponses à ces préoccupations graves des droits de l'enfant. Le panel était composé d'experts de War Child Holland (WCH), du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), d'UNICEF, de l'Union des femmes jordaniennes, du SR SG / CAAC ainsi que de S.E. l'Ambassadeur et Représentant permanent du Luxembourg. Le rapport de l'événement sera disponible sous peu sur notre site Web: [www.defenceforchildren.org](http://www.defenceforchildren.org)

Une résolution (A/HRC/25/L.5) sur l'intégrité du système judiciaire, qui a été adoptée, nécessite une consultation d'experts qui aura lieu lors de la 28<sup>e</sup> session du CDH (Mars 2015) pour un échange de points de vue sur des considérations relatives aux droits de l'Homme et, plus spécifiquement, sur les questions de l'administration de la justice par les tribunaux militaires ainsi que le rôle du système judiciaire dans son ensemble dans le cadre de la lutte contre les violations des droits de l'Homme.

## ● **EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL**

Au cours de la 25<sup>e</sup> session du CDH, de nombreux rapports de l'EPU ont été adoptés, parmi lesquels celui du Sénégal, de l'Ile-Maurice, du Nigéria et du Mexique. Il est important d'effectuer un suivi de l'EPU sur le terrain et de s'assurer que les recommandations sont mises en œuvres par les États en rendant les recommandations publiques; d'effectuer un suivi de leur mise en œuvre; d'engager dans un dialogue avec l'État examiné afin de participer à leur mise en œuvre; de faire rapport au Conseil des droits de l'Homme sur les progrès en faisant une déclaration à son débat général périodique (au titre du point 6).

Le prochain EPU aura lieu du 28 Avril au 06 mai et examinera des Etats suivants: la Norvège, l'Albanie, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, le Portugal, la République Dominicaine, le Bhoutan, la République populaire démocratique de Corée, Brunéi Darussalam, le Costa Rica, la Guinée équatoriale, l'Ethiopie, le Qatar et le Nicaragua. Vous pouvez suivre l'EPU en direct, grâce à la diffusion sur le web: <http://www.upr-info.org/en/webcast>



DEFENSA DE NIÑAS Y NIÑOS INTERNACIONAL DNI  
DEFENSE DES ENFANTS INTERNACIONAL DEI  
DEFENCE FOR CHILDREN INTERNATIONAL DCI  
*the worldwide movement for children's rights*

## ● **PALESTINE**

Le Rapporteur spécial (RS), M. Richard Falk a présenté son rapport final (A/HRC/25/67) déclarant que les circonstances de la vie des Palestiniens vivant sous occupation ont continué à se détériorer et qu'Israël a toujours refusé de remplir ses obligations. En ce qui concerne les enfants, le RS déclare qu'ils ne reçoivent pas la protection à laquelle ils ont droit en vertu du droit international humanitaire.

Notez que le prochain RS doit être nommé en avril (les élections ayant été reportées). Un rapport (A/HRC/25/38) sur les colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et dans le Golan syrien occupé du Secrétaire - Général a également été présenté.

## ➤ **Comité sur les droits de l'enfant**

Le Comité a tenu sa 65e session du 14 Janvier au 01 Février 2014. Les États suivants ont été examinés: Congo, Allemagne, Saint-Siège, le Portugal, la Fédération de Russie et le Yémen. La prochaine session aura lieu du 26 mai au 13 Juin. Le Comité examinera l'Inde, l'Indonésie, la Jordanie, Kirghizistan, Sainte-Lucie et le Royaume-Uni. Pour plus de détails sur ces sessions: [:http://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/TreatyBodyExternal/SessionsList.aspx?Treaty=CRC](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/SessionsList.aspx?Treaty=CRC)

La prochaine journée de débat général aura lieu le 12 Septembre 2014 et mettra l'accent sur "Les medias sociaux et les droits des enfants". Plus d'informations seront disponibles a cet adresse: <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/DiscussionDays.aspx>

Notez que cette année marque le 25e anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC). Pour le célébrer, les membres du Comité organiseront une discussion virtuelle avec des groupes d'enfants de partout dans le monde. Parmi les nombreuses activités commémorant les 25 ans de la CRC, l'Université de Leiden organisera une conférence spécifiquement autour de cet événement. Pour plus de détails: <http://law.leiden.edu/organisation/private-law/child-law/25yearsarc/>

Le Protocole facultatif sur une procédure de communication (OP3) entrera en vigueur le 14 Avril 2014. Jusqu'à présent, les pays suivants ont ratifié l'OP3: Albanie, Bolivie, Costa Rica, Gabon, Allemagne, Monténégro, Portugal, Slovaquie, Espagne et la Thaïlande. Soyez sûr de faire pression pour que cet instrument important soit ratifié dans votre pays. Des directives utiles sont disponibles ici: <http://www.ratifyop3crc.org/ratificationprocess/>

Le Comité travaille actuellement sur les observations générales concernant les adolescents ; les dépenses publiques et les droits de l'enfant. En outre, une observation générale commune sur les pratiques néfastes sera finalisée en collaboration avec le Comité sur la discrimination contre les femmes (CEDAW).

Les élections des nouveaux membres du Comité sont prévues pour le mois de juin (et non a décembre). Les membres actuels qui se représentent pour être réélus comprennent : Kirsten Sandberg, Jorge Cardona, Bernard Gastaud et Gaad Mahdi. Tous les détails sur l'adhésion :

<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/Membership.aspx>

Enfin, Child Rights Connect (anciennement le Groupe des ONG pour la CDE) a tenu son Assemblée Générale annuelle le vendredi 14 Mars 2014. Etant parmi ses fondateurs et faisant partie de ses membres, DEI a assisté à la réunion à laquelle un nouveau conseil d'administration et président ont été nommés. Le Président par intérim est actuellement



DEFENSA DE NIÑAS Y NIÑOS INTERNACIONAL **DNI**  
DEFENSE DES ENFANTS INTERNATIONALE **DEI**  
DEFENCE FOR CHILDREN INTERNATIONAL **DCI**  
*the worldwide movement for children's rights*

Mme Anne-Sophie Lois de Plan International. Par ailleurs, le mandat de trésorier de Mme Ileana Bello, DEI, a été renouvelé pour une période de deux années supplémentaires.

### ➤ **Comite des droits de l'Homme**

Le Comité des droits de l'Homme, organe du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), a poursuivi la rédaction de l'Observation générale n ° 35 sur le droit

de chacun à la liberté et à la sûreté (article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques - PIDCP). Le projet sera ouvert aux commentaires de tous les intervenants jusqu'au 1er Juin.

Afin d'apporter votre contribution, veuillez cliquer sur le lien ci-dessous contenant les instructions sur la procédure à suivre:

<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CCPR/Pages/DGCArticle9.aspx>

Sierra Leone et les États-Unis d'Amérique ont été examinées au cours de sa 114e session (10-28 Mars). Pour tous les détails, veuillez visiter le site Web ci-dessous:

[http://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/treatybodyexternal/SessionDetails1.aspx?SessionID=625&Lang=en](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/SessionDetails1.aspx?SessionID=625&Lang=en)

Si vous souhaitez recevoir de plus amples informations sur les documents et les activités mentionnées ci-dessus, n'hésitez pas, s'il vous plaît, à me contacter- je reste à votre disposition.

Tout le meilleur de Genève,

Anna D. Tomasi  
*Advocacy Officer*



Defence for Children International, 1, Rue de Varembe, P.O. Box 88, CH1211 Geneva 20  
**E:** [advocacy@defenceforchildren.org](mailto:advocacy@defenceforchildren.org) **T:** +41 (0)22 734 0558 **W:** [www.defenceforchildren.org](http://www.defenceforchildren.org)

Follow us on:   

**Join our Campaign:**



Global Study on  
Children Deprived of Liberty

---

**Defence for Children International – International Secretariat**

1, Rue de Varembe, Case postale 88 □ CH-1211 Genève 20 □ Suisse

T: [+41 22] 734 05 58 □ E: [info@defenceforchildren.org](mailto:info@defenceforchildren.org)

[www.defenceforchildren.org](http://www.defenceforchildren.org)